LA FRANCE MÈNE LE BAL EUROPEEN

Paris préside l'UE pour les six mois à venir.

GEORGES GOBET

Jacques Chirac et Lionel Jospin, le 19 juin lors du sommet de Feira au Portugal. La présidence française de l'Union européenne, qui commence ce samedi, s'achèvera en décembre par le sommet de Nice.

Bruxelles (UE)
de notre correspondant

La France préside à partir de samedi, et jusqu'au 31 décembre 2000, l'Union européenne. Sa précédente présidence remonte au premier semestre 1995: on ne peut pas dire qu'elle ait laissé une marque quelconque dans l'histoire communautaire, les autorités françaises étant alors entièrement accaparées par la préparation de l'élection présidentielle de mai qui allait voir le triomphe de Jacques Chirac.

Moteur en marche. L'Union de l'an 2000 n'a que peu à voir avec celle de 1995: la monnaie unique est entrée en vigueur le 1er janvier 1999, la croissance économique est de retour, de nouveaux chantiers d'intégration ont été ouverts (justice et affaires intérieures, politique étrangère, défense commune), etc. Surtout, Allemands et Français sont à nouveau capables de se parler et ont la volonté d'imposer leur rythme à la construction communautaire. Les méfiances réciproques, nées de l'élection de Jacques Chirac, en 1995, puis de Gerhard Schröder, en 1998, semblent désormais oubliées. Le moteur franco-allemand tourne à plein régime. Ce n'est pas un hasard si l'an 2000 est marqué par le retour des grands projets: Joschka Fischer, le ministre allemand des Affaires étrangères, a proposé, le 12 mai dernier, la mise en place d'une fédération européenne entre les pays les plus déterminés à poursuivre leur intégration. Jacques Chirac lui a répondu positivement, mardi, à Berlin, en plaidant pour une *«Constitution européenne»* et l'avancée d'un *«groupe pionnier»*.

> Principal chantier de la présidence française: la réforme des institutions communautaires en vue de l'élargissement.

Péril mortel. Il est clair que, depuis 1995, Allemands et Français ont pris conscience que l'élargissement constituait un péril mortel pour le projet européen s'il ne s'accompagne pas d'un approfondissement radical de l'Union. Le problème est que la France n'a pas les coudées franches pour mener ce débat, les contraintes de la cohabitation l'obligeant à la prudence, les locataires de l'Elysée et de Matignon ayant chacun en vue les élections de 2002. En cela, la présidence française de l'an 2000 n'est pas sans rappeler celle de 1995.

Réforme à réussir. La difficulté de sa tâche est de devoir, à la fois, participer au grand débat sur l'Europe des trente et, dans l'immédiat, mener à bon port la conférence intergouvernementale (CIG) chargée de réformer les institutions communautaires. Ouverte le 7 février dernier, elle doit se clôturer au sommet de Nice des 7 et 8 décembre prochain. Son objectif est limité: il s'agit de réussir là où les Quinze ont échoué lors du conseil européen d'Amsterdam de juin 1997.

Quatre sujets sont sur la table: la composition de la Commission, l'extension du vote à la majorité qualifiée au sein du Conseil des ministres, la répartition des voix entre grands et petits pays lors de ces votes et, enfin, la possibilité pour un groupe de pays d'aller de l'avant sans attendre les autres (les «coopérations renforcées»). Cette réforme est considérée comme le minimum nécessaire pour que le prochain élargissement ne bloque pas définitivement la mécanique communautaire.

Petits pays réticents. La réussite de la CIG ne dépend évidemment pas seulement de la seule volonté franco-allemande, même si celle-ci est essentielle: à Amsterdam, l'échec avait été consommé faute d'accord entre les deux rives du Rhin. Il est clair que les petits pays – qui ont beaucoup à perdre en terme d'influence – se feront tirer l'oreille, tout comme les Etats eurosceptiques que sont la Grande-Bretagne, le Danemark et la Suède. Le compromis que devra élaborer Paris entre la volonté des grands de ne pas être soumis aux diktats des petits et la crainte de ces derniers d'être soumis à un directoire des grands ne sera pas facile à trouver. Mais le nouveau volontarisme franco-allemand pourrait inciter les pays les plus réticents à faire un effort par peur de se voir purement et simplement marginalisés dans une Europe à deux vitesses… Jacques Chirac a, en tout cas, prévenu ses partenaires: il ne se contentera pas d'un accord de façade à Nice: il jouera la crise plutôt que de se contenter d'une réforme au rabais.

Zizanie britannique. Paris a également sur les bras l'épineuse rédaction d'une charte européenne des droits fondamentaux (un sujet de totale zizanie avec le Royaume-Uni), la tenue d'un sommet eurobalkanique à Zagreb cet automne et l'adoption d'un agenda social censé remettre l'emploi et la lutte contre l'exclusion et les discriminations en tête des priorités.

Il lui faudra enfin préparer l'avenir: en effet, les Allemands poussent pour que, dès le sommet de Nice, puisse être décidé le lancement d'une nouvelle CIG, destinée à réorganiser encore plus en profondeur l'Union européenne d'ici au premier élargissement, prévu aux alentours de 2005… ●

JEAN QUATREMER

Ping-pong entre l'Elysée et Matignon

L'initiative de Chirac à Berlin crée des tensions avec Jospin.

Couac et recouac sur l'Europe à la veille de la présidence française. Jacques Chirac, bien décidé, début juin, à ce que *«la France parle d'une seule voix, à la virgule près»*, n'a pas goûté les exégèses de Pierre Moscovici sur son intervention devant le Bundestag, mardi, à Berlin. *«C'est un discours important, mais ce n'est pas un discours des autorités françaises. C'est son discours. Il l'a conçu, rédigé et prononcé en tant que président de la République devant le Parlement d'un pays ami»*, avait observé, jeudi soir, le ministre des Affaires européennes en émettant de sérieux bémols sur l'idée d'une Constitution européenne avancée par le chef de l'Etat. Vendredi, après un coup de fil entre le secrétaire général de l'Elysée, Dominique de Villepin, et Olivier Schrameck, le directeur de cabinet de Lionel Jospin, l'Elysée a publié un communiqué: *«Le président de la République s'est exprimé officiellement. La France parle d'une seule voix, et la présidence française de l'Union européenne ne fait que renforcer cette exigence.»*

«L'épreuve de la réalité». Pierre Moscovici a mis délibérément les pieds dans le plat avec l'aval de Matignon, qui juge les propos de Jacques Chirac avant tout *«politiques»* et *«sans influence»* sur le déroulé européen des six prochains mois. En clair, Lionel Jospin accuse le chef de l'Etat d'avoir profité de son voyage à Berlin pour avancer les grandes lignes de son futur programme présidentiel, au lieu de se concentrer sur la réussite de la réforme des institutions. Hubert Védrine l'a laissé entendre, mercredi, dans des termes plus diplomatiques que Moscovici. Interrogé à l'Assemblée nationale, le ministre des Affaires étrangères a observé: *«Le point commun, c'est de dire que nous devons réussir la CIG* (la conférence intergouvernementale, ndlr) *sous la présidence française, et si les Quinze n'arrivent pas à relever ce défi, les spéculations, les propositions, les réflexions, les orientations qui sont faites n'auront pas de point d'appui.»* Cette remise des pendules à l'heure n'a pas été jugée suffisante par Lionel Jospin, qui, jeudi, avait laissé transparaître ses réticences devant les délégations du Parti socialiste européen: *«Les propositions exposées ces derniers jours sont intéressantes, toujours utiles, même si elles ne sont pas toutes compatibles entre elles et devront subir l'épreuve de la réalité.»* Décryptage: *«Jacques Chirac est habile. En avançant ses propositions pour les deux ans à venir, il place les socialistes sous sa férule. Il les force à être derrière lui ou en retard. Actuellement, Lionel Jospin ne peut pas intervenir. Mais, le moment venu, on verra qui est le plus européen»*, assure un proche du Premier ministre en jugeant qu'une Constitution de l'Europe *«n'est pas le must de la construction européenne. Jacques Delors est contre. Et Alain Juppé, qui est pour, veut en profiter pour faire disparaître la Commission européenne, l'organe le plus synonyme d'Europe intégrée»*.

> «Les propositions exposées ces derniers jours sont intéressantes, même si elles ne sont pas toutes compatibles entre elles et devront subir l'épreuve de la réalité.» Lionel Jospin

L'Elysée se défend de toute intention maligne. *«L'Europe est en panne, et, pour Chirac, il s'agit de la remettre en marche. Depuis septembre, au fil des conseils restreints, des idées sont agitées. Le discours de Berlin n'est pas une fulgurance. Le Président et le Premier ministre en ont parlé avant et après sa rédaction. Cette polémique n'a rien à voir avec l'Europe»*, explique un conseiller du Président. *«Jacques Chirac a soumis son discours au gouvernement pour information, 48 heures avant de le prononcer. Il ne l'a pas associé à sa préparation»*, remarque un proche du Premier ministre.

Ce ping-pong acide fait on ne peut plus désordre le jour où Chirac devient le président en exercice de l'Union. La position de la France devient *«réellement incohérente»*, s'affole un diplomate cité par le quotidien britannique *The Guardian*. Il faut dire qu'à Londres on a vu avec terreur Chirac enfourcher le cheval de Fischer à Berlin: restant pour le moment en dehors de l'euro, le Royaume-Uni refuse de voir l'Allemagne et la France courir de l'avant dans un groupe pionnier.

Huile sur le feu. Après avoir entendu l'Elysée et Matignon vanter d'une même voix les mérites du pragmatisme et de la méthode Jean Monnet des *«petits pas»*, Londres, comme d'autres capitales, s'interroge certainement sur le sens du revirement berlinois de Chirac. Pour jeter encore un peu plus d'huile sur le feu, l'eurodéputé vert Cohn-Bendit s'est laissé aller cette semaine à comparer le souffle *«historique»* du discours de Chirac à la posture de *«petit boutiquier»* de Védrine. Mais à la boutique du Quai d'Orsay, justement, on rétorque que la CIG *«n'est pas un concours d'idées sur l'Europe de 2010»*: *«La réussite de cette réforme ne sera pas un exercice de souffle mesuré au spiromètre.»* D'ailleurs, on constate chez Védrine l'effet déjà contre-productif qu'avait eu le discours de Fischer en raidissant les pays les plus réticents à l'intégration européenne. Quant à l'idée d'une Constitution européenne, elle est tout bonnement qualifiée de *«happening constitutionnel qui risque de tourner au pugilat entre les Quinze»*. Le semestre commence bien… ●

GILLES BRESSON et NATHALIE DUBOIS

Biarritz, Marseille, Nice, villes-étapes du semestre

Coût de l'opération: 220 millions de francs.

La présidence française sera placée sous le signe de l'eau et des casinos. Les villes retenues pour les trois temps forts de ce semestre sont toutes en bord de mer: Biarritz, pour le Conseil européen informel des 13-14 octobre; Marseille, pour le rendez-vous euro-méditerranéen des 13-14 novembre; puis Nice, sommet final, les 7 et 8 décembre, où les Quinze, si tout va bien, légueront à l'histoire un traité du nom du chef-lieu des Alpes-Maritimes. Coût de l'opération: environ 220 millions de francs.

A Biarritz, les chefs d'Etat et leurs délégations seront à cheval entre deux casinos, le municipal et le Bellevue. Pour leur réunion informelle, début septembre, à Evian, les ministres des Affaires étrangères éclipseront aussi les croupiers. Comme l'explique Patrick Villemur, l'homme de la logistique au Quai d'Orsay: *«Les villes de thermes et de jeux ont l'avantage de posséder l'aéroport international et les capacités hôtelières indispensables à ce genre d'événement.»* Un sommet européen mobilise grosso modo 3000 à 4000 journalistes du monde entier, 1000 officiels des différents pays et un millier de policiers.

> «Les villes de thermes et de jeux ont l'avantage de posséder aéroport et hôtels nécessaires à ce genre d'événement.» Patrick Villemur, du Quai d'Orsay

Nice et Biarritz ont été choisis il y a plus d'un an par Chirac et Jospin. Le choix de la ville basque – *«rien à voir avec Michèle Alliot-Marie, qui a été élue bien plus tard à la tête du RPR»*, souligne-t-on à l'Elysée – mettra particulièrement la police et les renseignements généraux sur les dents: un attentat de l'ETA ferait désordre, surtout après la bombe posée cette semaine par le FLNC au centre de conférences Kléber à Paris, où la Commission européenne et le gouvernement Jospin tiennent lundi leur première réunion de travail. *«Biarritz sera très compliqué»*, confirme Patrick Villemur. Une fois les deux palaces de la station balnéaire réquisitionnés pour les grands personnages de l'Union, il faudra ratisser des chambres d'hôtels jusqu'à la frontière espagnole. Et, faute de palais des congrès (comme à Nice, où l'Acropolis est assez vaste pour accueillir dirigeants et journalistes), il est prévu de construire, ex nihilo, un centre de presse sur l'hippodrome de Biarritz. Autre souci des autorités françaises, le contre-sommet que comptent y organiser en même temps les ONG, bien décidées à pousser un coup de gueule contre les Quinze, concernant le niveau d'ambition de la charte européenne des droits fondamentaux. Cannes a déjà eu son sommet européen en juin 1995, Strasbourg reçoit tous les mois le Parlement européen et Lyon, et Lille avaient déjà eu leur G7. D'où Biarritz, dont le cadre photogénique promet déjà de belles images.

Pour tous les ministres français, sur le pont depuis plusieurs semaines, une présidence de l'Union est un énorme surcroît de travail. En première ligne, aux Affaires étrangères, Hubert Védrine innove: au lieu de faire l'habituelle tournée des quatorze autres capitales, il s'est épargné des dizaines d'heures d'avion grâce à des visioconférences. Un système appelé à se pérenniser, car il paraît que tous les ministres ont trouvé cela beaucoup plus productif qu'un tête-à-tête.

N.D.

Pour en savoir plus taper www.presidence-europe.fr